Gabas Nature & Patrimoine

C/o Joël Bordas Rue du Pic du Midi, 64420 Eslourenties Tel.: 05.59.04.13.11. / 05.59.04.74.55. ou fax: 05.59.04.65.11.

gabas@lautre.net - http://gabas.lautre.net

Pour un Gabas Vivant, non au barrage d'Eslourenties. Lettre pétition à M. le Président de la République

M. le Président de la République,

Le Gabas est un affluent de l'Adour qui coule en Béarn, c'est une rivière vivante des Pyrénées. Jusqu'à récemment, ses eaux dévalaient librement et enchantaient les riverains, mais aussi le pêcheur, le promeneur, le naturaliste, le simple passant. Elles abritaient un certain nombre d'espèces animales rares, comme la loutre ou l'écrevisse à pattes blanches. Elles coulaient sous une frondaison de chênes multiséculaires, patrimoine arboré rare.

Pendant des siècles, les hommes ont vécu en paix avec le Gabas. Ils en ont tiré différentes ressources économiques. Ils ont su utiliser sagement sa force et ses richesses, adaptant les évolutions techniques aux contraintes naturelles. Ils ont respecté la beauté, alors commune, de cette rivière libre de France, liberté devenue rare après un siècle d'aménagement lourd des fleuves et des rivières dans notre pays et dans le monde.

Les hommes ont maintenant déclaré la guerre au Gabas. La rivière est en effet aujourd'hui en cours de destruction : l'Institution Adour et la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne ont lancé le chantier d'un grand barrage, celui d'Eslourenties, qui doit noyer sous 20 millions de m3 d'eau ce remarquable patrimoine. Le barrage en chantier est au service d'un modèle agricole productiviste largement dépassé, imposé au nom de la Politique Agricole Commune. L'ouvrage est destiné d'une part à compenser les dégâts liés à l'explosion de l'agriculture irriguée (maïsiculture principalement) dans le bassin de l'Adour ; d'autre part à développer plus encore l'agriculture irriguée au profit de ce même maïs...

Ce barrage est un **anachronisme**. Alors que de plus en plus de voix s'élèvent dans le monde pour demander une pause dans la construction des grands barrages, au vu des dommages environnementaux, sociaux et paysagers souvent gigantesques qu'ils ont pu causer, et qui sont maintenant bien connus, le Sud-ouest persiste dans une politique de grands chantiers destructeurs des milieux naturels. Ce alors que la **Commission mondiale sur les grands barrages** a recommandé que tout nouveau projet ne soit lancé qu'après des **études approfondies des alternatives** et un **large débat public**. Il est en contradiction avec la nouvelle **directive cadre européenne sur l'eau**, qui va imposer aux Etats membres de l'Union de retrouver un « **bon état écologique** » pour leurs rivières d' ici 2015, ce qui suppose d'ambitieuses politiques de restauration, et non la poursuite de l'artificialisation des cours d'eau.

Ce barrage est une **grave atteinte** à la demande croissante des consommateurs pour une **agriculture de qualité**, durable, paysanne, respectant les milieux naturels et les paysages, fournissant des aliments sains.

Ce barrage est un **gâchis**. Il va détruire une vallée, aggraver la pollution de l'eau, ressource déjà très affectée par les excès des prélèvements, l'usage abusif d'engrais et de pesticides. Il va engloutir près de 30 millions d'euros d'argent public. Il va accentuer le mouvement de concentration dans l'agriculture, qui dépeuple les campagnes au profit des villes, créant un dangereux déséquilibre dans l'aménagement du territoire.

Ce barrage est une **erreur.** Il va à l'encontre de toutes les évolutions très positives, en cours dans notre pays, en faveur du respect des milieux aquatiques et de la ressource en eau, en faveur de la **gestion durable** des fleuves. Le **Plan Loire Grandeur Nature**, lancé en 1994, démontre par exemple qu'il est possible d'aménager la Loire sans construire de nouveaux grands barrages et sans pénaliser l'économie, notamment agricole, du bassin.

Plus personne ne conteste la gravité de la crise écologique en cours, les menaces qui pèsent sur notre planète d'eau. Vous même, M. le Président, qui soutenez l'idée d'adosser une Charte de l'environnement à la Constitution, connaissez l'ampleur des mesures qui s'imposent en la matière.

Pour toutes ces raisons, je vous demande, M. le Président, de bien vouloir user de toute votre autorité pour que les travaux de cet ouvrage inutile soient suspendus et qu'un débat public soit lancé à l'échelle de notre pays.

Je vous remercie de votre attention et vous prie d'agréer, M. le Président de la République, l'expression de mes respectueuses salutations.

Gabas Nature & Patrimoine

C/o Joël Bordas Rue du Pic du Midi, 64420 Eslourenties Tel.: 05.59.04.13.11. / 05.59.04.74.55. ou fax: 05.59.04.65.11.

gabas@lautre.net - http://gabas.lautre.net

Pour un Gabas Vivant, non au barrage d'Eslourenties.

Lettre pétition à M. le Président de la République

Nom Prénom	<u>Adresse</u>	Signature